

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles seront adjugées, en l'audience des criées du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE de PONTOISE, au plus offrant et dernier enchérisseur :

SUR SAISIE IMMOBILIERE EN UN SEUL LOT

A CERGY (95800), 39 rue de l'Abondance, sur un terrain cadastré section DT n°20 lieudit 39 rue de l'abondance, pour 16a, 53ca

Un appartement (lot de copropriété n°139)

Un emplacement couvert pour véhicule automobile (lot de copropriété n°196)

Le tout plus amplement désigné ci-après.

AUX REQUETES, POURSUITES ET DILIGENCES DE :

La société GE MONEY BANK nouvelle dénomination de GE CAPITAL BANK, société en commandite par actions au capital de 594 078 024 € dont le siège social est Tour Europlaza - La Défense 4 - 20, avenue André Prothin 92063 Paris La Défense Cedex, immatriculée RCS Nanterre n° 784 393 340 agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège.

Ayant élu domicile au cabinet de Maître Paul BUISSON membre de l'ASSOCIATION BUISSON & ASSOCIES avocat au barreau du Val d'Oise demeurant 29 rue Pierre Butin, BP 26 95300 PONTOISE

Lequel est constitué sur la présente et ses suites.

ENONCIATIONS PRELIMINAIRES

EN VERTU

De la copie exécutoire d'un acte notarié contenant prêts, reçu par Maître Philippe MARINGE, membre de la SCP " Jean Yves BOEFFARD, Philippe MARINGE et Nicolas MARQUETTE, notaire associés " notaire à PONTOISE (95) 5 rue Séré Depoin, en date du 27 décembre 2007, consentis par la société GE MONEY BANK à Monsieur Yacouba CISSE et Madame Aminata TOURE, pour un montant de 167.610,00 € et 27.000 €. Et vente par Monsieur PONS Daniel et Madame LAO Stéphanie à Monsieur CISSE Yacouba et Madame TOURE Aminata.

Le poursuivant sus dénommé et domicilié a, suivant commandement du ministère de la SCP TRISTANT-LE PEILLET-DARCQ Huissier de Justice à PONTOISE (95) 9 place Saint Louis, en date du 20/09/2016,

FAIT NOTIFIER COMMANDEMENT A :

- Monsieur Yacouba CISSE, né le 27 avril 1971 à ODIENNE (Côte d'Ivoire), de nationalité Française, divorcé de Madame Aminata TOURE, selon jugement rendu par le tribunal de grande instance de Pontoise (95) le 22 juillet 2010, (Monsieur Yacouba CISSE autorisé à s'appeler CISSE Isaac, Yann en vertu du Décret du 26/10/2004), éducateur sportif, demeurant 39 rue de l'Abondance 95800 CERGY,

- Madame Aminata TOURE, née le 6 juillet 1973 à BOUAKE (Côte d'Ivoire), de nationalité Française, divorcée de Monsieur CISSE Isaac, Yann, selon jugement rendu par le tribunal de grande instance de Pontoise (95) le 22 juillet 2010, caissière, demeurant 39 rue de l'Abondance 95800 CERGY

d'avoir immédiatement à payer au requérant à l'acte, entre les mains de l'huissier de justice, ayant charge de recevoir ou encore entre les mains de l'Avocat constitué, sus dénommé et domicilié.

La somme sauf mémoire de 198.094,51 euros (cent quatre vingt dix huit mille quatre vingt quatorze Euros et cinquante et un Centimes) arrêtée au 02/05/2016

A savoir :

Prêt n°1020.820.249.0 (Prêt 0%) :

- 23.869,77 € (montant en principal)
- 1.830,84 € (frais, et clause pénale)
- 185,49 € (intérêts échus au taux de 7,200 %)

Soit un total de 25.886,10 €

Prêt n°1020.820.322.3 (Prêt EVOLUTO) :

- 157.817,06 € (montant en principal)
- 12.388,46 € (frais, et clause pénale)
- 2.002,89 € (intérêts échus au taux de 7,200 %)

Soit un total de 172.208,41 €

SOIT UN MONTANT TOTAL DE 198.094,51 €uros.

Selon décompte de créance arrêté à la date du 02/05/2016 outre intérêts contractuels et autres dus à compter de cette date et jusqu'à parfait règlement.

Sous réserve et sans préjudice de tous autres dus notamment des intérêts échus depuis la date de l'arrêté de compte notifié au commandement valant saisie au jour du paiement effectif, ainsi que du principal, droits, frais de mise à exécution.

Avec déclaration qu'à défaut de paiement desdites sommes dans le délai, le commandement dont s'agit serait publié sur les registres du bureau des hypothèques compétent, pour valoir, à partir de cette publication, saisie des biens et droits immobiliers ci-après désignés.

La partie saisie n'ayant pas satisfait audit commandement celui-ci a été **publié au 1er Bureau des hypothèques de CERGY PONTOISE le 05/10/2016, volume 2016S n°62.**

Les assignations à comparaitre aux débiteurs et créanciers ont été régulièrement délivrées.

DESIGNATION

Telle qu'elle résulte des énonciations du commandement valant saisie et ci-après énoncée.

Sur la commune de CERGY (95800), 39 rue de l'Abondance, sur un terrain cadastré section DT n°20 lieudit 39 rue de l'abondance, pour 16a, 53ca :

Dans le lot volume 8 (huit)

Le lot de copropriété n°139 (cent trente neuf) :

Bâtiment A, deuxième étage, porte à gauche, escalier 4 :
Un appartement numéro 39 type4P, composé : entrée, séjour, trois chambres, cuisine, salle de bains, salle d'eau, wc, dégagement, placards. Le droit à la jouissance exclusive d'un balcon.

Et les deux cent quatre-vingt-huit/dix millièmes (288/10000èmes) des parties communes générales.

Le lot de copropriété n°196 (cent quatre vingt seize) :

Bâtiment A, au sous-sol, escalier 5/6 :

Un emplacement couvert pour véhicule automobile portant le n°54.

Et les vingt/dix millièmes (20/10000èmes) des parties communes générales.

EDD/RDC :

Etabli aux termes d'un acte reçu par Maître EGRET, notaire à Paris, le 24/05/1988, publié au 1er bureau des hypothèques de CERGY PONTOISE le 17/06/1988, volume 1988P n°4369.

Ledit acte modifié selon acte reçu par Maître LANDY, notaire Cergy (95) le 8/2/1991, publié audit bureau des hypothèques le 8/4/1991, volume 1991P n°2542.

EDD EN VOLUMES :

Selon acte établi par Maître EGRET, notaire à PARIS, le 24/5/1988, publié au 1er bureau des hypothèques de CERGY PONTOISE le 17/06/1988, volume 1988P n°4371.

Ainsi au surplus que lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, dépendances et circonstances, droits de propriété, de mitoyenneté et autres pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve.



Cergy, le 07 OCT 2016

Formalégal
23 Rue des Jeûneurs
75002 PARIS

Direction de l'Aménagement et du Développement du Territoire
Service Urbanisme réglementaire et foncier
Unité Salubrité et Sécurité Civile
Contact : Karine OPTALY
Téléphone : 01 34 33 44 36
Télécopie : 01 34 33 46 00
E-mail : karine.optaly@ville-cergy.fr

Réf : KQ/2016-903

VRéf : 900276
GE MONEY BANK/ CISSE P3/SL - 1604241

Objet : Réponse à votre courrier.

Madame, Monsieur,

Je fais suite à la transmission en date du 05 Septembre 2016 par l'Unité Droits des Sols de votre demande concernant la propriété sise 39 Rue de l'Abondance à Cergy appartenant à M. et Mme CISSE Yacouba.

Après recherche de mes services, il s'avère, à ce jour, que la parcelle cadastrée DT 20, lots n°139 et 196 :

- n'est pas concernée par un arrêté de péril ;
- n'est pas concernée par une interdiction d'habiter ou une injonction de travaux ;
- n'est pas infestée par les termites.

Il n'existe aucun arrêté municipal. Néanmoins, l'arrêté Préfectoral n°2012/001 impose l'obligation pour toutes les constructions neuves de logements dans le Val d'Oise de procéder à une protection des bâtiments (articles R. 112-2 et R. 112-3 du Code de la Construction et de l'Habitation) ;

Mes services restent à votre disposition pour tous renseignements complémentaires.
Je vous en souhaite bonne réception et vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

Pour le Maire et par délégation,
La directrice de l'Aménagement et de
l'Urbanisme


Isabelle WILLIAME



CERTIFICAT D'URBANISME D'INFORMATION

Dossier n° : CU 95127 1600552
Déposé le : 24/08/2016

| | |
|------------------|---|
| Demandeur | Monsieur DE FRANCE DE TERSANT Aymeric FORMALEGAL 23 Rue des Jeûneurs 75002 PARIS |
|------------------|---|

Cadre 1 : IDENTIFICATION

| | |
|------------------------|-----------------------|
| <i>Adresse terrain</i> | 39 RUE DE L ABONDANCE |
| <i>Parcelle(s)</i> | DT20 |

Cadre 2 : TERRAIN DE LA DEMANDE

Surface du terrain (1): 1 653,00
(sous réserve de l'exactitude de la déclaration du demandeur)

Cadre 3 : DROIT DE PREEMPTION

Droit de préemption affecté au dossier

Droit de Préemption Urbain Simple

Le terrain Le terrain est concerné par un droit de préemption urbain simple (DPUS) au profit de la commune.

Avant toute mutation du terrain ou des bâtiments, le propriétaire devra faire une déclaration d'intention d'aliéner auprès du bénéficiaire du droit de préemption. Elle comportera l'indication du prix et les conditions de la vente projetée. SANCTION : nullité de la vente en cas d'absence de déclaration.

Cadre 4 : SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Le terrain n'est soumis à aucune servitude d'utilité publique

Cadre 5: AUTRES SERVITUDES APPLICABLES

Le terrain n'est soumis à aucune servitude d'alignement

PLU - Périmètre de 500 m autour des gares

Le terrain est situé dans un périmètre de 500 m autour des gares (plans 1.2 à 1.4)

Le terrain est situé dans le périmètre des quartiers prioritaires de la politique de la ville (plan n°4.7).

Le terrain est situé sur la ZAC Cergy Puiseux approuvée le 25/02/1976, le dossier de réalisation approuvé le 02/03/1979, modifié le 06/05/1982, le 28/02/1986, le 18/05/2006 et modification de périmètre le 16/07/2009.

La commune est concernée par des zones sensibles aux phénomènes de retrait-gonflement argileux. Ces zones sont identifiées sur la carte départementale d'aléa (plan n°11 du PLU).

L'ensemble de la commune est concernée par un risqué très faible (zone 1) de sismicité.

Cadre 6 : CONTENU DES DISPOSITIONS D'URBANISME

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 5 avril 2007, révisé le 30 septembre 2011, modifié le 15 décembre 2011, le 16 février 2012, le 19 avril 2013 et le 18 décembre 2014 et mis à jour le 21 octobre 2011, le 4 mai 2012, le 11 mars 2013, le 2 avril 2013, le 31 décembre 2013, le 6 mai 2015, révisé le 17 décembre 2015

Votre terrain est soumis au(x) zonage(s) suivant(s) : UCc1 : Zone urbaine

Ces dispositions figurent sur le site internet de la ville www.ville-cergy.fr rubrique la mairie, urbanisme et PLU

Cadre 7 : RÉGIMES DES TAXES ET PARTICIPATIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN (ARTICLES L 332-6 ET SUIVANTS DU CODE DE L'URBANISME)**TAXES**

Les contributions cochées ci-dessous seront prescrites, selon le cas par le permis de construire, le permis d'aménager, les prescriptions faites par l'autorité compétente à l'occasion d'une déclaration préalable (article L 332-28 du Code de l'Urbanisme).

 Taxe d'aménagement :

- part départementale : 2,5%
- part régionale : 1%

Redevance d'archéologie préventive (lorsque des fouilles sont prescrites en application de l'article 2 de la loi 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive).

PARTICIPATIONS Les contributions cochées ci-dessous pourront être prescrites (article L 332-28 du Code de l'Urbanisme) :

- par le permis de construire
- le permis d'aménager
- les prescriptions faites par l'autorité compétente à l'occasion d'une déclaration préalable

Participations exigibles sans procédure de délibération préalable.

Participations pour équipements publics exceptionnels (article L 332-8)

Participations préalablement instaurées par délibération.

Participation au financement des voies nouvelles et des réseaux (article L 332-6-1-2°-d) par délibération du conseil municipal du 19 avril 2013

Participation pour le financement de l'assainissement collectif PFAC (article L1331-7 du code de la santé publique) due au moment du raccordement au réseau d'assainissement collectif

Participation en programme d'aménagement d'ensemble (article L 332-9). (une copie de la délibération approuvant le programme d'aménagement d'ensemble est jointe au certificat)

Cadre 8 : OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS

Le présent certificat ne vaut pas autorisation de construire. Toute construction fera l'objet d'une demande de permis de construire.

Les raccordements aux réseaux publics ou privés (eau potable et électricité BT) sont à la charge du constructeur.

Fait à CERGY

le 22 SEP. 2016

Pour le Maire et par délégation,
La directrice de l'Aménagement
et du Développement du Territoire

Isabelle WILLIAME

| | | |
|---|---|---------------------------|
| MAIRIE DE CERGY | RENSEIGNEMENTS D'URBANISME COMPLEMENTAIRES | N°CU 95127 1600552 |
| TERRAIN | | |
| <u>Adresse du terrain</u> : 39 RUE DE L ABONDANCE | | |
| <u>Cadastre (sections et n°)</u> : DT20 | | |
| NATURE DES DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN | | |
| <u>Arrêté saturnisme</u> : oui (arrêté préfectoral du 22 décembre 2000) | | |
| <u>Arrêté contre les termites ou autres insectes xylophages</u> : non | | |
| OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES | | |
| <u>Nature de la Voirie</u> : Alignement conservé / Voirie communale | | |
| <u>Numérotage/Dénomination</u> : 39 RUE DE L ABONDANCE | | |
| <u>Les informations concernant les eaux usées et les eaux pluviales sont à demander au Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région de Pontoise (SIARP) ou à la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise qui en sont les gestionnaires.</u> | | |
| <u>NOTA :Il n'existe pas de délibérations du Conseil municipal ou d'arrêté municipal imposant un contrôle de la conformité de l'assainissement dans le cadre de cessions.</u> | | |

Le présent certificat est transmis au représentant de l'Etat dans les conditions définies aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (Art R 410-19 du Code de l'Urbanisme).

DUREE DE VALIDITE

Conformément à l'article L 410-1 du Code de l'Urbanisme, lorsqu'une demande d'autorisation ou une déclaration préalable est déposée dans un délai de dix huit mois à compter de la délivrance du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à la date du présent certificat ne peuvent être remises en cause à l'exception des dispositions ayant pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

ATTENTION

Passé ce délai, aucune garantie au maintien des règles d'urbanisme indiquées dans le certificat ne vous est assurée. Il appartient au demandeur de s'assurer, préalablement à l'acquisition d'une construction, qu'aucune décision de justice n'a ordonné la démolition de cette construction (Greffe des tribunaux de Grande Instance, Notaires, ...).

PROLONGATION DE VALIDITE

Conformément à l'article R 410-17 du Code de l'Urbanisme, le certificat d'urbanisme peut être prorogé par périodes d'une année sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain n'ont pas changé.

La demande de prorogation, formulée en double exemplaire, par lettre accompagnée du certificat à proroger, est déposée et transmise dans les conditions prévues à l'article R 410-3 du Code de l'Urbanisme.

RECOURS OBLIGATOIRE A UN ARCHITECTE

(Art L 431-1 et suivants et R 431-1 du Code de l'Urbanisme).

L'établissement du projet architectural par un architecte est obligatoire pour toutes constructions. Toutefois, ne sont pas tenues de recourir à un architecte, les personnes physiques ou exploitations agricoles à responsabilité limitée à associé unique qui déclarent vouloir édifier ou modifier, pour elles-mêmes, une construction, à usage autre agricole dont la surface de plancher hors œuvre nette n'excède pas 170 m². (Pour les constructions à usage agricole, ce plafond est porté à 800 m², et pour les serres de production dont le pied-droit a une hauteur à 4 mètres et dont la surface de plancher hors œuvre brute n'excède pas 2000 m²). Le recours à l'architecte n'est pas non plus obligatoire pour les travaux soumis au permis de construire qui portent exclusivement sur l'aménagement et l'équipement des espaces intérieurs des constructions et des vitrines commerciales ou qui sont limités à des reprises n'entraînant pas de modifications visibles de l'extérieur (article L 431-3 al 2).

DIVISION DE TERRAIN

Sauf si la division constitue un lotissement (article R 315-1 du Code de l'Urbanisme), tout propriétaire a la possibilité de diviser son terrain comme il l'entend, mais les nouveaux lots de propriété issus de la division, qu'ils soient ou non bâtis, ne sont pas nécessairement constructibles, compte tenu de leurs dimensions, de leurs formes et des règles d'urbanisme qui s'y appliquent.

Les cessions effectuées sans autorisation de lotir, alors que cette autorisation était nécessaire, sont entachées de nullité (Art L 315-1 du Code de l'Urbanisme). Il en est de même des divisions de propriétés bâties sur lesquelles un coefficient d'occupation des sols est applicable, non précédées de la délivrance d'un certificat d'urbanisme (Art L 111-5 du Code de l'Urbanisme), sauf exceptions prévues à l'article R 160-5 du même code).

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le destinataire d'un certificat d'urbanisme qui en conteste le contenu peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification du certificat. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme lorsque le certificat est délivré par le Préfet.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de quatre mois vaut rejet implicite).

Département :
VAL D OISE

Commune :
CERGY

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
CERGY-PONTOISE VEXIN
HOTEL DES IMPOTS AVE BERNARD
HIRSCH 95093
95093 CERGY PONTOISE CEDEX
tél. 01.30.75.72.53 -fax 01.30.75.72.55
cdf.cergy-pontoise-
vexin@dgifp.finances.gouv.fr

Section : DT
Feuille : 000 DT 01

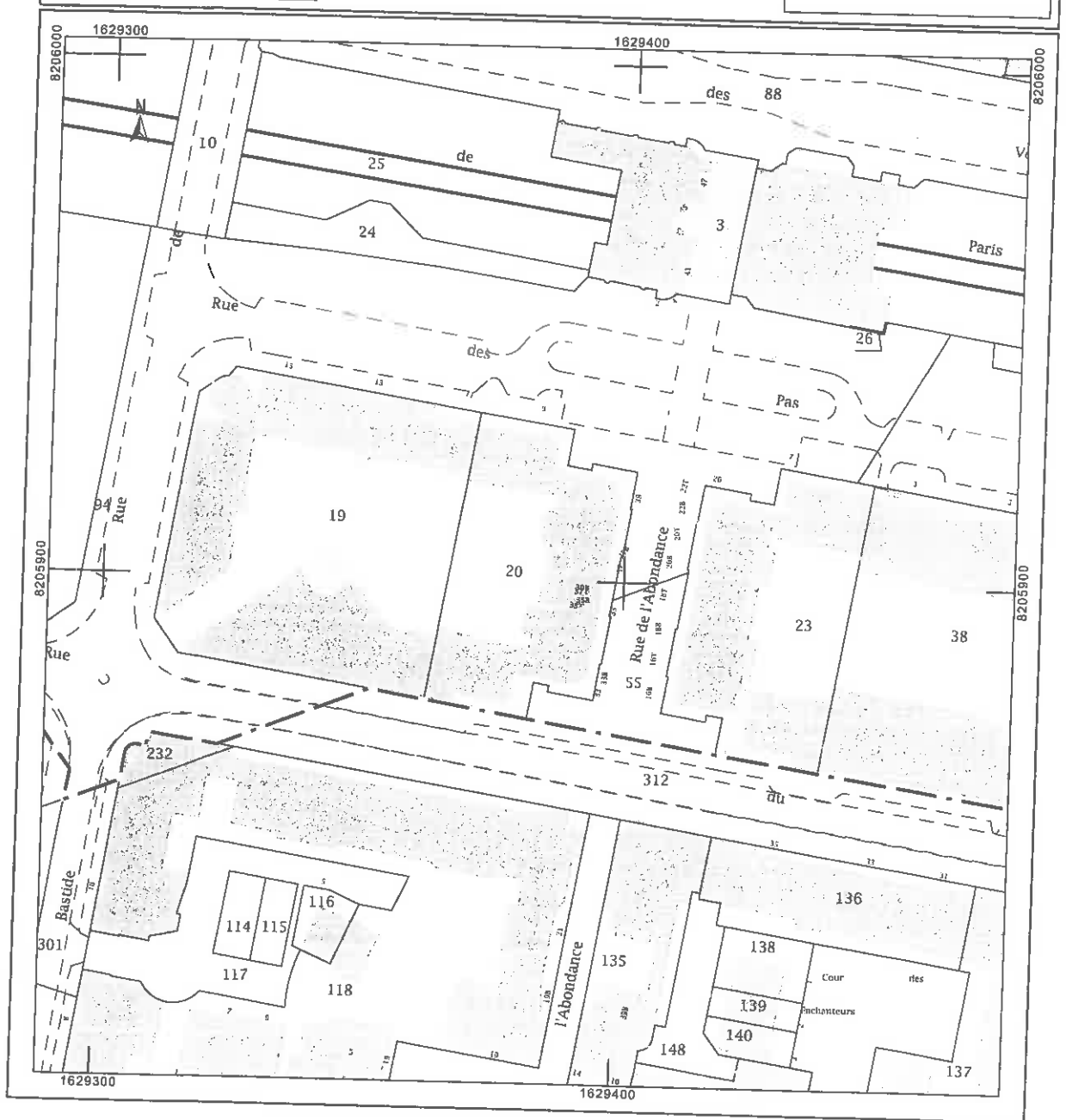
Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 22/08/2016
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2016 Ministère des Finances et des
Comptes publics

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Département :
VAL D OISE

Commune :
CERGY

Section : DT
Feuille : 000 DT 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 22/08/2016
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2016 Ministère des Finances et des
Comptes publics

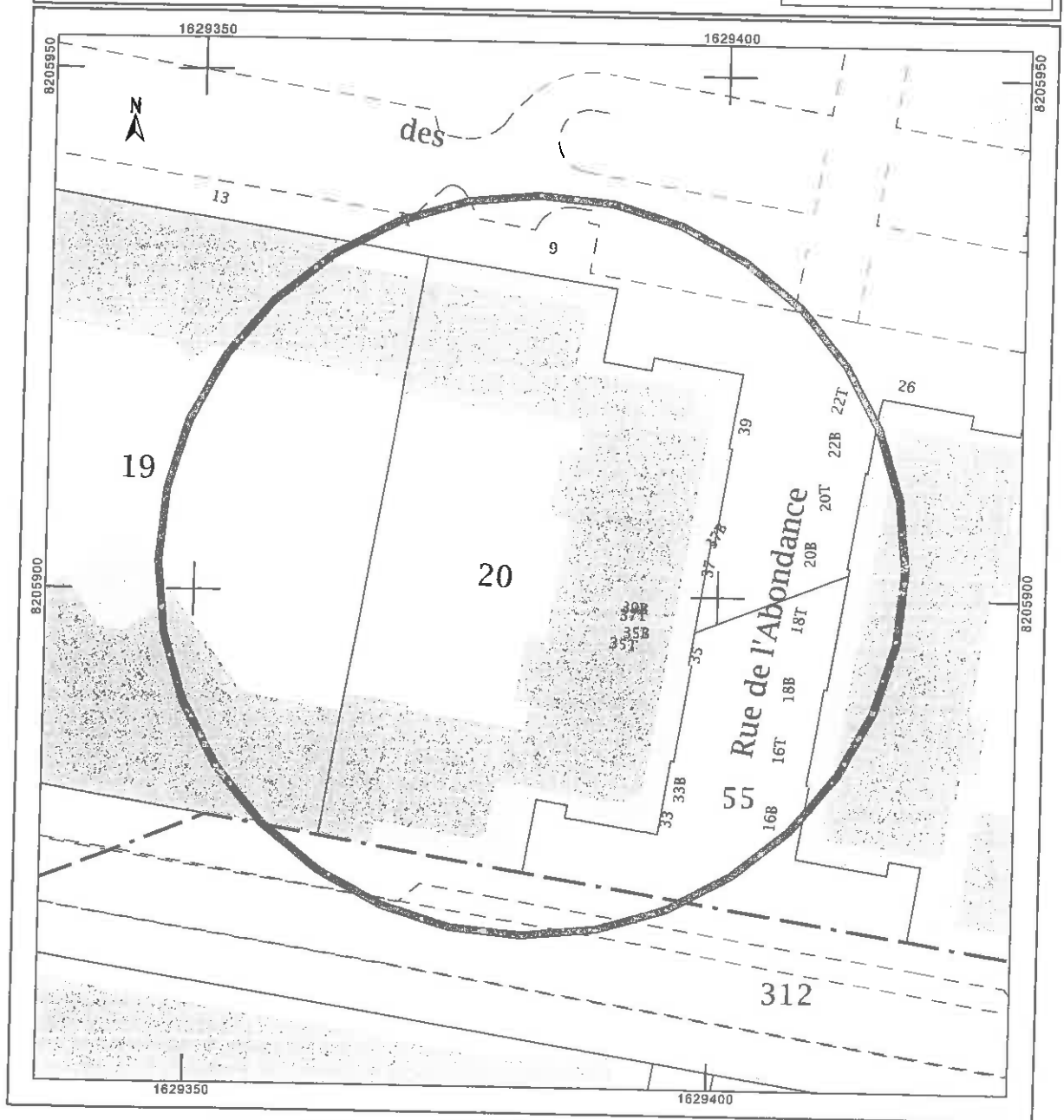
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
CERGY-PONTOISE VEXIN
HOTEL DES IMPOTS AVE BERNARD
HIRSCH 95093
95093 CERGY PONTOISE CEDEX
tél. 01.30.75.72.53 -fax 01.30.75.72.55
cdf.cergy-pontoise-
vexin@dgifp.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Société Civile Professionnelle
Jean-Pierre TRISTANT - Guillaume LE PEILLET – Julie DARCO
Société Titulaire d'un Office d'Huissiers de Justice

Audienciers près les Tribunaux
de PONTOISE et la Cour d'ASSISES

9 Place Saint Louis
95300 PONTOISE
☎ : 01.34.35.36.61

PREMIERE EXPEDITION



L'an deux mil seize et le **trois** octobre.

A LA REQUETE DE :

La société GE MONEY BANK, société en commandite par actions au capital de 594.078.024 €, dont le siège social se trouve situé Tour Euro Plaza, La Défense 4, 20 Avenue André Prothin 92063 PARIS LA DEFENSE Cédex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 784.393.340, agissant poursuites et diligences de son représentant légal en exercice.

En vertu :

1°. D'un commandement valant saisie signifié le 20 septembre 2016 par mon ministère,

2°. Des dispositions des articles L 322-2, R 322-1, R 322-2 et R 322-3 du Code des Procédures Civiles d'Exécution,

JE, JEAN-PIERRE TRISTANT,
Huissier de Justice Associé, Membre de la SCP Jean-Pierre TRISTANT -
Guillaume LE PEILLET, Julie DARCO, Huissiers de Justice associés à la
Résidence de PONTOISE, y demeurant, 9 Place Saint Louis, soussigné,

Certifie m'être transporté ce jour à :

CERGY (Val d'Oise) 39 rue de l'Abondance, où étant en présence de :

- La SARL CLEFS EN MAINS, serrurier requis par mes soins,
- La société CERTIMMO chargée du métrage des lieux,
- Deux témoins majeurs,

J'ai procédé ainsi qu'il suit et ai pu faire les constatations suivantes :

Il s'agit d'un appartement **lot 139** situé à CERGY (Val d'Oise), 39 Rue de l'Abondance, 2^{ème} étage porte à gauche en sortant de l'escalier.

Cet appartement se décompose comme suit :

Un séjour

Sol linoléum.

Une porte fenêtre, boiserie en bois, donnant sur un balcon.

Deux fenêtres, boiserie en bois.

Les murs et le plafond sont peints.

Un couloir

Sol linoléum.

Les murs sont recouverts de peinture.

Une cuisine

Au sol, carrelage.

Une fenêtre en bois.

Un ballon d'eau chaude dans un placard.

Cuisine aménagée.

Un wc séparé

Sol carrelé.

Murs peints.

Une première chambre au fond

Moquette au sol.

Un placard.

Une porte fenêtre en bois donnant sur un balcon.

Une salle de bains

Sol carrelé.

Une fenêtre en bois.

Les murs sont recouverts de peinture.

Une baignoire, une cabine de douche, deux lavabos, un bidet.

Un dégagement

Sol linoléum.

Murs peints.

Un placard.

Une deuxième chambre

Sol moquette.

Murs recouverts de peinture.

Un placard.

Une fenêtre boiserie en bois.

Une troisième chambre

Sol moquette.

Murs recouverts de peinture.

Un placard.

Une fenêtre boiserie en bois.

Chauffage

Il s'agit d'un chauffage électrique individuel.

Syndic

Le syndic est la société **FONCIA VEXIN**, située 5 Rue du Pays de France 95000 CERGY.

Conditions d'occupation

Les lieux sont occupés par Madame Aminata TOURE et ses deux enfants âgés de 10 ans.

Elle me déclare, bien que son nom figure toujours sur la boîte aux lettres, que « Monsieur YACOUBA Cisse son mari a quitté les lieux, qu'il est parti sans laisser d'adresse en Afrique et qu'il ne réside donc plus avec elle dans les lieux ».

La superficie de l'appartement est de : **82,80 m²**.

L'appartement comprend également un lot 196 correspondant à un **emplacement pour véhicule**, en sous-sol, numéroté 54.

J'annexe au présent procès verbal de constat des photographies prises par mes propres soins dont j'atteste qu'elles sont l'exact reflet de la réalité.

**TELLES SONT MES CONSTATATIONS ;
ET DE TOUT CE QUE DESSUS JE DRESSE LE PRESENT PROCES VERBAL
DE DESCRIPTION POUR SERVIR ET VALOIR CE QUE DE DROIT.**

COUT : Trois cent dix euros 87 cents.

| | |
|---------------------------------|---------------|
| COUT | |
| Emolument | 220,94 |
| S.C.T. | 7,67 |
| Article 16 - attente métrage | |
| TOTAL H.T. | 228,61 |
| TVA | 45,72 |
| Témoins | 22,00 |
| Serrurier | mémoire |
| Lettre | 1,50 |
| Enregistrement | 13,04 |
| Total TTC | 310,87 |

Le présent acte comporte 04 feuilles et photos

**Maître Jean-Pierre TRISTANT
Huissier de Justice Associé**















Dossier n° 16-09-2060
Date : 03/10/2016
Propriétaire : MR CISSE YACOUBA

1^{er} réseau national

CERTIMMO 78
34, avenue Marcel Perrin
95540 MERY-SUR-OISE
Tel : 01 34 24 97 65 - Fax : 01 30 38 08 17
contact@certimmo95.fr

DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE

Articles L 271-4 à 6 - R 271-1 à 5 du Code de la Construction et de l'Habitation



Certificat de surface "Loi Carrez"



39, rue de l'Abondance
2^{ème} étage
95800 CERGY

Donneur d'ordre :
SCP TRISTANT LE PEILLET DARCO
9, place Saint Louis 95300 PONTOISE

www.agendadiagnostics.com

Amiante - Plomb - Termites - Gaz - Électricité - Performance Énergétique - ERNMT - Loi Carrez - Assainissement - État des lieux
Techn./Admin. : 34, avenue Marcel Perrin - 95540 MERY SUR OISE / Siège social : 1 bis, boulevard Cotte - 95880 ENGHJEN LES BAINS
SIRET 444 221 675 00036 - APE 7112B - Assurance RCP n°49 366 477 délivrée par ALLIANZ / Garantie 3 000 000 €
Chaque cabinet est juridiquement et financièrement indépendant.

Sommaire

| | |
|--|----------|
| Note de synthèse de nos conclusions | 3 |
| Identification du bien expertisé | 4 |
| Désignation de l'immeuble | 4 |
| Désignation du propriétaire | 4 |
| Réalisation de la mission | 4 |
| Annexe : Certification de surface | 5 |
| Plans et croquis | 6 |
| Annexe : Attestations d'assurance et certifications | 7 |



Note de synthèse du Dossier de Diagnostic Technique

SYNTHÈSE

Les renseignements ci-dessous utilisés seuls ne sauraient engager la responsabilité du Cabinet Agenda, et en aucun cas ne peuvent se substituer aux rapports de diagnostics originaux. La note de synthèse ne dispense pas de la lecture attentive du rapport.

| | | | |
|------------------|------------------------|--------------------------|-----------------|
| Propriétaire : | MR CISSE YACOUBA | Ordre de mission du : | 03/10/2016 |
| Demeurant : | 39, rue de l'Abondance | Date(s) d'intervention : | 03/10/2016 |
| | | Dossier : | 16-09-2060 |
| | 95800 CERGY | Intervenant(s) : | Stéphane ARCA |
| Adresse du lot : | 39, rue de l'Abondance | Étage : | Zème |
| | | Section cadastrale : | Non communiquée |
| | 95800 CERGY | N° de parcelle : | Non communiqué |
| | | N° de lot(s) : | Sans objet |

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation des diagnostics.

▪ **Annexe : CERTIFICAT DE SURFACE « LOI CARREZ »**

Loi n° 96-1107 du 18/12/1996 - Décret n° 97-532 du 23/05/1997

La surface privative « Loi Carrez » est de : 82,80 m²

Ce dossier de diagnostic fait l'objet d'une clause de réserve de propriété (articles 2763 et suivants du code Civil). Il ne deviendra la propriété du vendeur (ou du bailleur) qu'à compter de son total règlement.

www.agendadiagnostics.com

Amiante - Plomb - Termites - Gaz - Électricité - Performance Énergétique - ERNMT - Loi Carrez - Assainissement - État des lieux
Techn./Admin. : 34, avenue Marcel Perrin - 95540 MERY SUR OISE / Siège social : 1 bis, boulevard Corte - 95880 ENGHEN LES BAINS
SIRET 444 221 675 00036 - APE 7112B - Assurance RCP n°49 366 477 délivrée par ALLIANZ / Garantie 3 000 000 €
Chaque cabinet est juridiquement et financièrement indépendant.

Identification du bien expertisé

Dossier de Diagnostic Technique

En cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente.

Le dossier de diagnostic technique comprend les documents suivants :

1. Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L1334-5 et L1334-6 du Code de la Santé Publique ;
2. L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L1334-13 du même code ;
3. L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L133-6 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
4. L'état de l'installation intérieure de gaz naturel prévu à l'article L134-6 du même code ;
5. Dans les zones mentionnées au I de l'article L125-5 du Code de l'Environnement, l'état des risques naturels et technologiques prévu au deuxième alinéa du I du même article ;
6. Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L134-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
7. L'état de l'installation intérieure d'électricité prévue à l'article L134-7 du même code ;
8. Le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif mentionné à l'article L1331-11-1 du Code de la Santé Publique.

En l'absence, lors de la signature de l'acte authentique de vente, d'un des documents mentionnés aux 1°, 2°, 3°, 4°, 7° et 8° ci-dessus en cours de validité, le vendeur ne peut pas s'exonérer de la garantie des vices cachés correspondante.

Dossier : 16-09-2060
 Expertise(s) réalisée(s) le(s) : 03/10/2016
 Commentaires : Néant

DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

39, rue de l'Abondance
 95800 CERGY

| | |
|--------------------------------|--------------------|
| Etage : | 2ème |
| Section cadastrale : | Non communiquée |
| N° parcelle : | Non communiqué |
| N° lot : | Sans objet |
| N° porte : | Sans objet |
| N° cave : | Sans objet |
| N° grenier : | Sans objet |
| N° garage : | Sans objet |
| N° parking : | Sans objet |
| Etendue de la prestation : | Parties Privatives |
| Nature de l'immeuble : | Immeuble Bâti |
| Date du permis de construire : | Non communiquée |
| Destination des locaux : | VENTE |
| Document(s) fourni(s) : | Aucun |



Description de l'immeuble

Appartement

DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

MR CISSE YACOUBA
 39, rue de l'Abondance
 95800 CERGY

Demandeur : Huissier - SCP TRISTANT LE PEILLET DARCO 9, place Saint Louis 95300 PONTOISE

Sur déclaration de l'intéressé.

REALISATION DE LA MISSION

Opérateur(s) de diagnostic
 > Stéphane ARCA

Attestation d'assurance

Le Cabinet Agenda est assuré en responsabilité civile professionnelle pour les activités, objet du présent rapport, auprès de ALLIANZ au titre du contrat n° 49 386 477 à hauteur de 3.000.000 €.

Le présent rapport est établi par une (des) personne(s) dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné à côté du nom de l'opérateur de diagnostic concerné.


L'attestation requise par l'article R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.



Certification de surface « Loi Carrez »



Loi n° 96-1107 du 18 décembre 1996
Décret n° 97-532 du 23 mai 1997

| | | | |
|-----------------------------------|---------------------------------------|---|-----------------------|
| Établi pour le compte de : | MR CISSE YACOUBA | Dossier n°16-09-2060 | |
| Demeurant : | 39, rue de l'Abondance 95800 CERGY |  | |
| Adresse du lot : | 39, rue de l'Abondance | | |
| Type de bien : | 95800 CERGY Appartement | | |
| Étage n° : | Section cadastrale : | N° de parcelle : | N° de lot(s) : |
| Sans objet | Non communiquée | Non communiqué | Sans objet |

| Pièces | Commentaires | Surfaces privatives | Surfaces non prises en compte |
|---|--------------|---------------------|-------------------------------|
| Appartement F4 2ème étage gauche Entrée | | 6,86 | |
| Appartement F4 2ème étage gauche Cuisine | | 10,31 | |
| Appartement F4 2ème étage gauche WC | | 1,34 | |
| Appartement F4 2ème étage gauche Séjour salon | | 22,53 | |
| Appartement F4 2ème étage gauche Balcon | Balcon | | 4,86 |
| Appartement F4 2ème étage gauche Chambre 1+rangement | | 10,11 | |
| Appartement F4 2ème étage gauche Dégagement + rangement | | 3,53 | |
| Appartement F4 2ème étage gauche Salle de bains | | 5,72 | |
| Appartement F4 2ème étage gauche Chambre 2+rangement | | 12,35 | |
| Appartement F4 2ème étage gauche Chambre 3+rangement | | 10,05 | |
| TOTAUX | | 82,80 | 4,86 |

Le mesurage du lot a été sur la base du bien tel qu'il se présentait matériellement au jour de la visite. Le règlement de copropriété n'ayant été fourni, il appartient au vendeur de contrôler que la totalité des surfaces mesurées ont bien le caractère de surface privative. Les mesures ont été réalisées à l'aide d'un laser mètre et d'un mètre.

Après relevé du 03/10/2016, nous certifions que la surface privative « Loi Carrez » est de :
82,80 m²
(quatre-vingt deux mètres carrés quatre vingt décimètres carrés)

Les surfaces figurant sur ce tableau ont fait l'objet d'un lever régulier et la superficie privative est certifiée conforme à la définition du Décret n°97-532 du 23 mai 1997. Conformément à la jurisprudence constante (Cass.civ. 3° du 5/12/2007 et Cass.civ. 3° du 2/10/2013), le mesurage du lot a été effectué sur la base du bien tel qu'il se présentait matériellement au jour de la visite. Le règlement de copropriété n'ayant pas été fourni, il appartient au vendeur de contrôler que la totalité des surfaces mesurées ont bien le caractère de surface privative. Les mesures ont été réalisées à l'aide d'un mètre et d'un laser mètre.

Le relevé a été réalisé conformément à l'ordre de mission du 03 octobre 2016

Date(s) de l'intervention : 03/10/2016

Opérateur de mesurage : Stéphane ARCA

Surface(s) non prise(s) en compte : 4,86 m²

Fait à MERY-SUR-OISE, le 03 octobre 2016, en deux (2) exemplaires originaux.

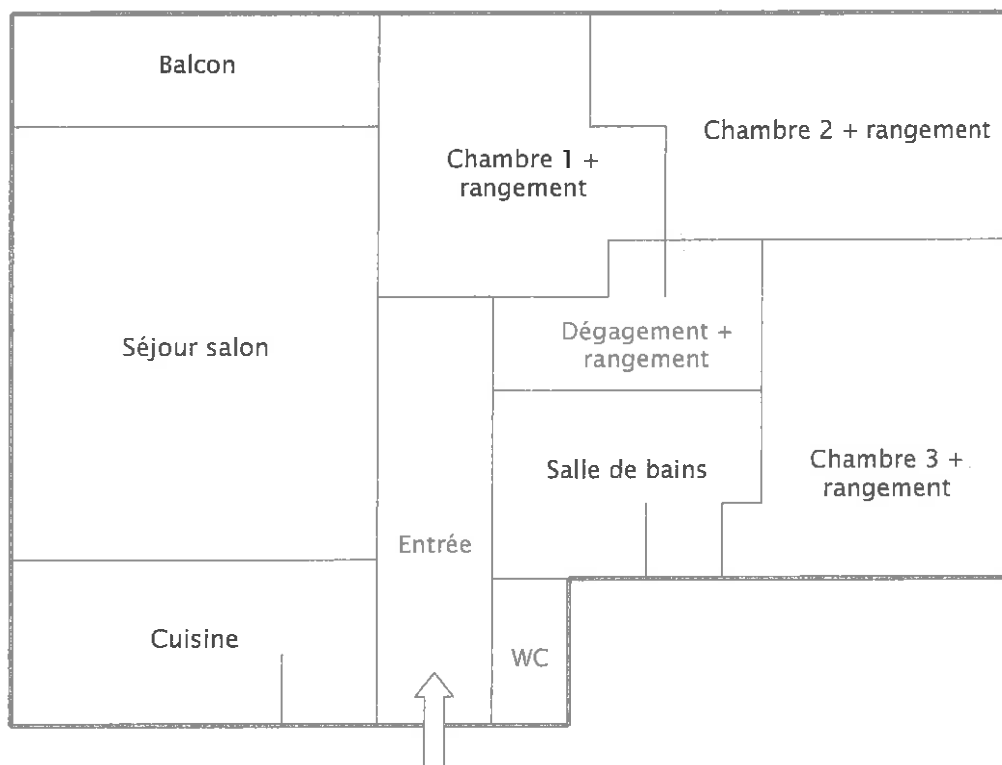
Stéphane ARCA



Cabinet de diagnostics CERTIMMO
 Technique/Administratif : 34, avenue Marcel Perrin - 95540 MERY SUR OISE / Siège social : 1 bis, boulevard Cotte - 95880 ENGHEN LES BAINS
 Tél : 01.34.24.97.65 - Fax: 01.30.38.08.17 - E-mail : contact@certimmo95.fr
 SIREN 444 221 675 - APE 7112B - Assurance RCP n° 49 366 477 déléguée par ALLIANZ / Garantie 3 000 000 €
 Chaque cabinet est juridiquement et financièrement indépendant

Plans et croquis

| | | | | |
|---|-------------------|----------------------|---|--|
| PLANCHE DE REPERAGE USUEL | | | <i>Adresse de l'immeuble:</i> 39, rue de l'Abondance 95800 CERCY | |
| <i>N° dossier:</i> 16-09-2060 | | | | |
| <i>N° planche:</i> 1/1 | <i>Version:</i> 1 | <i>Type:</i> Croquis | | |
| <i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic | | | <i>Bâtiment - Niveau:</i> Appartement F4 - 2ème étage gauche | |



ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens et droits immobiliers objet des présentes appartiennent à Monsieur Isaac CISSE et Madame Aminata TOURE, pour les avoir acquis, selon acte de vente établi par Maître MARINGE Philippe, membre de la SCP « Jean Yves BOËFFARD, Philippe MARINGE et Nicolas MARQUETTE, notaires associés à Pontoise (95) 5 rue Séré Depoin, en date du 27 décembre 2007 publié au 1er Bureau des hypothèques de CERGY PONTOISE le 25/01/2008, volume 2008P n°689, de :

Monsieur Daniel Alain PONS, né le 01/06/1970 à LAXOU (54320), de nationalité Française, ingénieur informaticien et Madame Stéphanie LAO, épouse PONS, née le 10/01/1975 à PHNOM-PENH (Cambodge), sans profession. Mariés sans contrat de mariage à la mairie de Cergy (95) le 15/05/1999. Demeurant 39 rue de l'Abondance 95800 Cergy-Saint-Christophe.

Moyennant le prix principal de 173.000,00 € payé comptant aux termes de l'acte qui en contient quittance.

Ledit prix payé au moyen d'un prêt consenti par la société GE MONEY BANK.

Selon acte de vente établi par Maître MARINGE Philippe, membre de la SCP « Jean Yves BOËFFARD, Philippe MARINGE et Nicolas MARQUETTE, notaires associés à Pontoise (95) 5 rue Séré Depoin, en date du 27 décembre 2007 publié au 1er Bureau des hypothèques de CERGY PONTOISE le 25/01/2008, volume 2008P n°689.

Tout amateur éventuel devra en tant que de besoin se reporter audit acte ci-dessus analysé

Telle est l'origine de propriété qui a pu être dressée par l'avocat poursuivant sur la base des documents dont il a pu avoir communication.

la créancière poursuivante ne prend aucune responsabilité en ce qui concerne cette origine de propriété et toute origine antérieure.

Toutes les indications figurant au présent cahier des charges ont été réunies par l'Avocat poursuivant à l'aide de renseignements qu'il a pu se procurer et des notes ou documents en lesquels ils ont été puisés.

En conséquence, il ne pourra être recherché à l'occasion d'erreurs ou inexactitudes ou omissions qui pourraient s'y trouver malgré tout le soin apporté.

Il appartiendra à l'adjudicataire, comme subrogé aux droits des vendeurs, de se procurer lui même tout titre établissant la propriété des biens mis en vente, ainsi que de vérifier tous autres éléments utiles.

CONDITIONS DE VENTE

CHAPITRE IER : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1er-CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles 2190 à 2216 du code civil et le code des procédures civiles d'exécution.

ARTICLE 2 - MODALITES DE LA VENTE

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 - ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

ARTICLE 4 - BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

ARTICLE 5 - PREEMPTION, SUBSTITUTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption, de substitution ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur.

Si l'acquéreur est évincé par l'exercice de l'un des droits de préemption, de substitution et assimilés, institués par la loi, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6 - ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article 2214 du code civil à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 7 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

CHAPITRE II : ENCHERES

ARTICLE 8 - RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le tribunal de grande instance devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients.

S'il y a surenchère, la consignation ou la caution bancaire est restituée en l'absence de contestation de la surenchère.

ARTICLE 9 - GARANTIE A FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné à l'article 13, représentant 10% du montant de la mise à prix avec un minimum de 3000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux créanciers participant à la distribution et, le cas échéant, au débiteur, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 10 – SURENCHERE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal de grande instance compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11- REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article 2212 du code civil.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

A titre de conditions particulières au présent cahier des conditions de vente il est prévu que l'adjudicataire sur réitération d'enchères doit les frais afférents à cette vente. Si ceux de la première vente ou des suivantes en cas de réitérations successives n'ont pas été payés, il en acquittera le montant total à titre d'avance, à charge pour lui de les récupérer sur le ou les enchérisseurs défaillants.

CHAPITRE III : VENTE

ARTICLE 12 - TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 13 - DESIGNATION DU SEQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente forcée ou de la vente amiable autorisée par le Juge de l'Exécution seront consignés entre les mains du Bâtonnier, désigné en qualité de séquestre, pour être distribué entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la caisse des dépôts et consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celles de représenter en temps voulu, la somme consignée et les intérêts produits.

ARTICLE 14 -VENTE AMIALE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable fixée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente, sont consignés entre les mains du séquestre désigné après le jugement constatant la vente. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participants à la distribution.

Les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon les dispositions de l'article 37 du décret du 2 avril 1960, sont versés directement par l'acquéreur, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant qui les déposera sur son compte CARPA, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

ARTICLE 15 - VERSEMENT DU PRIX DE LA VENTE FORCEE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication.

La somme séquestrée entre les mains du séquestre désigné produira intérêts au taux de 105% de celui servi par la Caisse des dépôts et Consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de l'encaissement du prix, jusqu'au paiement des sommes distribuées.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme consignée et les intérêts produits.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions de l'article 1289 et suivants du Code civil.

ARTICLE 16 - PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES

L'acquéreur paiera entre les mains et sur la quittance de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés définitivement les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de poursuite, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 17 - DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 18 - OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

ARTICLE 19 - DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au bureau des hypothèques dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 20 - ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

S'il se trouve dans les lieux, pour quelque cause que ce soit, un occupant sans droit ni titre, l'acquéreur fera son affaire personnelle de toutes les formalités à accomplir ou action à introduire pour obtenir son expulsion, sans recours quelconque contre les vendeurs ou le poursuivant.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à rencontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 21 - CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 22 - TITRES DE PROPRIETE

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Le poursuivant n'ayant en sa possession aucun titre antérieur, l'acquéreur n'en pourra exiger aucun, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

ARTICLE 23 - PURGE DES INSCRIPTIONS

La consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège, à compter de la publication du titre de vente.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du code civil.

ARTICLE 24 - PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE 1 ER RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de 1 rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

ARTICLE 25 - DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du code des procédures civiles d'exécution.

La rétribution de la personne chargée de la distribution sera prélevée sur les fonds à répartir, cette rétribution sera calculée en fonction du temps passé et d'un pourcentage sur le montant de la distribution.

ARTICLE 26 - ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 27 - IMMEUBLES EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 28 - IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au Président de l'Association Syndicale Libre ou de l'Association Syndicale Autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 29 – MISE A PRIX

Outre les charges, clauses et conditions ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant, soit :

50.000 (CINQUANTE MILLE) Euros

Fait et rédigé à PONTOISE

Le

Ayant élu domicile au cabinet de Maître Paul BUISSON membre de l'ASSOCIATION BUISSON & ASSOCIES avocat au barreau du Val d'Oise demeurant 29 rue Pierre Butin, BP 26 95300 PONTOISE, lequel est constitué sur la présente et ses suites, avocat poursuivant.



N° 11194*04
DIRECTION GÉNÉRALE
DES FINANCES PUBLIQUES
Formulaire obligatoire
Décret n° 55-1350 du 14/10/1955, art. 39



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 3233-SD
(05-2016)
tabinternet-DGI/IP

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° de la demande: **F 6989**
Déposée le: **05 OCT. 2016**
Références du dossier: **2016562**

Demande de renseignements pour la période à compter du 1^{er} janvier 1956

à souscrire en **DEUX** exemplaires auprès du service de publicité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels les renseignements sont demandés.
(voir la notice n° 3241-NOT-SD d'aide au remplissage des demandes de renseignements hypothécaires et d'information sur les tarifs).

Service de publicité foncière :

Identité ¹ : SCP SILLARD & ASSOCIES

Adresse : 73 bis rue du Maréchal Foch
BP. 564
78005 VERSAILLES CEDEX 05

Courriel ² : cabinet@avocats-sillard.com GEM/CISSE 1604241 GAS/SL
SPF CERGY PONTOISE 1^{er} bureau

Téléphone : 01 39 20 15 75
VERSAILLES 04/10/2016

A _____

Signature (obligatoire) :

| N° | Personnes physiques : Personnes morales : | Nom (en majuscules) Dénomination (en majuscules) | Prénom(s) dans l'ordre de l'état civil Siège social ³ | Date et lieu de naissance N° SIREN |
|----|--|---|---|---------------------------------------|
| 1 | CISSE | | Yacouba Issac Yann | 27/04/1971 ODIENNE (COTE D'IVOIRE) |
| 2 | TOURE épouse CISSE | | Aminata | 06/07/1973 BOUAKE (COTE D'IVOIRE) |
| 3 | | | | |

| N° | Commune (en majuscules) (arrondissement s'il y a lieu, rue et numéro) | Références cadastrales (préfixe s'il y a lieu, section et numéro) | Numéro de division volumétrique | Numéro de lot de copropriété |
|----|--|---|---------------------------------------|---------------------------------|
| 1 | CERGY (95) 39 rue de l'Abondance | section DT n°20 | 8 | 139 - 196 |
| 2 | | | | |
| 3 | <i>traitée en Complémentaire (W)</i> | | | |
| 4 | | | | |
| 5 | | | | |

CAS GÉNÉRAL

Période allant du 1^{er} janvier 1956⁴ à la date de mise à jour du fichier au jour de réception de la demande, pour les demandes portant uniquement sur des personnes, ou à la date de réception de la demande pour tout autre type de demande.

CAS PARTICULIER

Vous souhaitez une période différente du cas général, veuillez préciser :

- le point de départ (date postérieure au 1^{er} janvier 1956) : ____ / ____ / ____

- le point d'arrivée, au plus tard le ____ / ____ / ____

Pour une demande portant uniquement sur des immeubles, souhaitez-vous limiter la délivrance à l'information concernant le dernier propriétaire connu ? (si oui, cochez la case)

¹ Nom (en majuscules), prénoms) ou dénomination sociale (en majuscules) ² L'indication du courriel autorise l'administration à vous répondre par courriel.
³ Pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts ⁴ ou date de renouvellement du cadastre pour les demandes portant uniquement sur les immeubles

| | Nombre de personnes ou d'immeubles | Tarif | Total |
|--|---------------------------------------|----------------|-------------|
| Tarif des demandes portant sur des personnes ou sur des immeubles | | x 12 € = | 12 € |
| Tarifs des demandes portant à la fois sur des personnes et des immeubles | | 12 € | € |
| - nombre de personnes au-delà de 3 : | | x 5 € = + | € |
| - nombre d'immeubles au-delà de 5 : | | x 2 € = + | € |
| Frais d'expédition (2 € ; 0 € si envoi par courriel) : | | | + 2 € |
| | | TOTAL = | 14 € |

MODÈLE DE Paiement

chèque à l'ordre du Trésor public
 virement
 monnaie (pour un total inférieur à 300 €)

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :

insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles
 défaut ou insuffisance de provision
 demande non signée et/ou non datée
 autre : _____

Le _____ / _____ / _____

*Le comptable des finances publiques,
Chef du service de publicité foncière*

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent. Elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

Date : 06/10/2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 2016F4989

PERIODE DE CERTIFICATION : du 16/06/2016 au 05/10/2016

REFERENCE DE LA REQUISITION COMPLETEE : 2016H13736

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

| Code | Commune | Designation cadastrale | Volume | Lot | |
|------|---------|------------------------|--------|-----|-----|
| 127 | CERGY | DT 20 | 8 | 139 | (A) |
| | | | | 196 | (A) |

(A) Délivrance des formalités liées à l'assise de la copropriété

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
CERGY-PONTOISE 1
HOTEL DES IMPOTS
95093 CERGY PONTOISE CEDEX
Téléphone : 0130757326
Télécopie : 013038382
Mél : spf.cergy-pontoise1@dgfip.finances.gouv.fr

Maitre SILLARD ET ASSOCIES
73 BIS RUE DU MARECHAL FOCH
BP 80564
78005 VERSAILLES CEDEX

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fidji pour la délivrance des formalités suivi d'un sommaire des formalités publiées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

CERTIFICAT DE DEPOT DU 29/07/2016 AU 05/10/2016

| Date et Numéro de dépôt | Nature et Rédacteur de l'acte | Date de l'acte | Créanciers/Endeurs/Donateurs/Constituants "Prop.Immu./Contre"/Débiteurs/Acquéreurs/Donataires/Fiduciaires | Numéro d'archivage Provisoire |
|----------------------------|--|----------------|--|----------------------------------|
| 05/10/2016 D12341 | COMMANDEMENT VALANT SAISIE ME TRISTANT (huissier) PONTOISE | 20/09/2016 | GE MONEY BANK CISSE - TOURE | S00062 |

Le présent certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements est délivré en application de l'article 2457 du code civil.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 2 pages y compris le certificat.

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
CERGY-PONTOISE 1**

Demande de renseignements n° 2016F4989
déposée le 05/10/2016, par Maître SILLARD ET ASSOCIES
Complémentaire de la demande initiale n° 2016HI3736 portant sur les mêmes immeubles.
Réf. dossier : SAISIE CISSE

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(*) qui contient les éléments suivants:

- Le relevé des formalités publiées pour la période de publication sous FIDFI : du 16/06/2016 au 28/07/2016 (date de mise à jour fichier)
[x] Il n'existe aucune formalité publiée au fichier immobilier,

- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :
du 29/07/2016 au 05/10/2016 (date de dépôt de la demande)
[x] Il n'existe qu'1 formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A CERGY-PONTOISE 1, le 06/10/2016
Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Bernard ROURE

(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.



N° 11194*04
DIRECTION GÉNÉRALE
DES FINANCES PUBLIQUES
Formulaire obligatoire
Décret n° 55-1350 du 14/10/1955, art 39



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 3233-SD
(05-2016)
@internet-DGI*P

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° de la demande : 11194*04
Déposé le : 14/08/16
Références du dossier : 21306

Demande de renseignements pour la période à compter du 1^{er} janvier 1956

à souscrire en DEUX exemplaires auprès du service de publicité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels les renseignements sont demandés.
(voir la notice n° 3241-NOT-SD d'aide au remplissage des demandes de renseignements hypothécaires et d'information sur les tarifs).

Service de publicité foncière :

Identité ¹ : SCP SILLARD & ASSOCIES
Adresse : 73 bis rue du Maréchal Foch
BP. 564
78005 VERSAILLES CEDEX 05
Courriel ² : cabinet@avocats-sillard.com GEM/CISSE 1604241 GAS/SL
Service Publicité Foncière CERGY
PONTOISE 1^{er} bureau
Téléphone : 01 39 20 15 75
A VERSAILLES le 08/08/2016
Signature (obligatoire) :

| N° | Personnes physiques : Personnes morales : | Nom (en majuscules) Dénomination (en majuscules) | Prénom(s) dans l'ordre de l'état civil Siège social ³ | Date et lieu de naissance N° SIREN |
|----|--|---|---|---------------------------------------|
| 1 | CISSE | | Yacouba Issac Yann | 27/04/1971 ODIENNE (COTE D'IVOIRE) |
| 2 | TOURE épouse CISSE | | Aminata | 06/07/1973 BOUAKE (COTE D'IVOIRE) |
| 3 | | | | |

| N° | Commune (en majuscules) (arrondissement s'il y a lieu, rue et numéro) | Références cadastrales (préfixe s'il y a lieu, section et numéro) | Numéro de division volumétrique | Numéro de lot de copropriété |
|----|--|---|---------------------------------------|---------------------------------|
| 1 | CERGY (95) 39 rue de l'Abondance | section DT n°20 | 8 | 139 - 196 |
| 2 | | | | |
| 3 | | | | |
| 4 | | | | |
| 5 | | | | |

CAS GÉNÉRAL

Période allant du 1^{er} janvier 1956¹ à la date de mise à jour du fichier au jour de réception de la demande, pour les demandes portant uniquement sur des personnes, ou à la date de réception de la demande pour tout autre type de demande.

CAS PARTICULIER

Vous souhaitez une période différente du cas général, veuillez préciser :

- le point de départ (date postérieure au 1^{er} janvier 1956) : ____/____/____
- le point d'arrivée, au plus tard le ____/____/____

Pour une demande portant uniquement sur des immeubles, souhaitez-vous limiter la délivrance à l'information concernant le dernier propriétaire connu ? (si oui, cochez la case)

¹ Nom (en majuscules), prénom(s) ou dénomination sociale (en majuscules). ² L'indication du courriel autorise l'administration à vous répondre par courriel.
³ Pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts ⁴ ou date de rénovation du cadastre pour les demandes portant uniquement sur les immeubles

| | Nombre de personnes ou d'immeubles | Tarif | Total |
|---|------------------------------------|----------------|-------------|
| Tarif des demandes portant sur des personnes ou sur des immeubles | 5 | x 12 € = | € |
| Tarif des demandes portant à la fois sur des personnes et des immeubles | | 12 € | € |
| - nombre de personnes au-delà de 3 : | | x 5 € = + | € |
| - nombre d'immeubles au-delà de 5 : | | x 2 € = + | € |
| Frais d'expédition (2 € : 0 € si envoi par courriel) : | | | + € |
| | | TOTAL = | 14 € |

MODE DE PAIEMENT :

chèque à l'ordre du Trésor public : virement : monétaire (pour un total inférieur à 300 €)

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :

insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles

défaut ou insuffisance de provision

demande non signée et/ou non datée

autre : _____

Le _____ / _____ / _____

*Le comptable des finances publiques.
Chef du service de publicité foncière*

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
CERGY-PONTOISE 1

Demande de renseignements n° 2016HI3736 (43)
déposée le 18/08/2016, par Maître SILLARD ET ASSOCIES

Réf dossier : HF CISSE/TOURE CERGY DT 20 8 1

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(*) qui contient les éléments suivants:

- Les copies des fiches hypothécaires pour la période de publication antérieure à FIDJI : du 01/01/1966 au 01/06/2000
[x] Il n'existe au fichier immobilier que les seules formalités figurant sur les 6 faces de copies de fiches ci-jointes,
- Le relevé des formalités publiées pour la période de publication sous FIDJI : du 02/06/2000 au 15/06/2016 (date de mise à jour fichier)
[x] Il n'existe que les 5 formalités indiquées dans l'état réponse ci-joint,
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :
du 16/06/2016 au 18/08/2016 (date de dépôt de la demande)
[x] Il n'existe aucune formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A CERGY-PONTOISE 1, le 19/08/2016

Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Bernard ROURE



(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

I. - DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

III. - FORMALITES CONCERNANT L'IMMEUBLE DESIGNÉ (en les les composant)

| Immeuble visé en loi | Dates, mentions et nature des formalités | Observations | Immeuble visé en loi | Dates, mentions et nature des formalités | Observations |
|-------------------------|--|-----------------------------|-------------------------|--|--------------|
| ZL 112 | A. G. - APPORTS SERVITUDES ACTIVES SERVITUDES | 5-3-33 N° 25 5-3-33 N° 2 | | | |
| ZL 111 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 110 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 109 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 108 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |

| Immeuble visé en loi | Dates, mentions et nature des formalités | Observations | Immeuble visé en loi | Dates, mentions et nature des formalités | Observations |
|-------------------------|--|--------------|-------------------------|--|--------------|
| ZL 107 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 106 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 105 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 104 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |

| Immeuble visé en loi | Dates, mentions et nature des formalités | Observations | Immeuble visé en loi | Dates, mentions et nature des formalités | Observations |
|-------------------------|--|--------------|-------------------------|--|--------------|
| ZL 103 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 102 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 101 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 100 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |

| Immeuble visé en loi | Dates, mentions et nature des formalités | Observations | Immeuble visé en loi | Dates, mentions et nature des formalités | Observations |
|-------------------------|--|--------------|-------------------------|--|--------------|
| ZL 99 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 98 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 97 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 96 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |

| Immeuble visé en loi | Dates, mentions et nature des formalités | Observations | Immeuble visé en loi | Dates, mentions et nature des formalités | Observations |
|-------------------------|--|--------------|-------------------------|--|--------------|
| ZL 95 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 94 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 93 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 92 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |

| Immeuble visé en loi | Dates, mentions et nature des formalités | Observations | Immeuble visé en loi | Dates, mentions et nature des formalités | Observations |
|-------------------------|--|--------------|-------------------------|--|--------------|
| ZL 91 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 90 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 89 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 88 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |

| Immeuble visé en loi | Dates, mentions et nature des formalités | Observations | Immeuble visé en loi | Dates, mentions et nature des formalités | Observations |
|-------------------------|--|--------------|-------------------------|--|--------------|
| ZL 87 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 86 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 85 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 84 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |

| Immeuble visé en loi | Dates, mentions et nature des formalités | Observations | Immeuble visé en loi | Dates, mentions et nature des formalités | Observations |
|-------------------------|--|--------------|-------------------------|--|--------------|
| ZL 83 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 82 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 81 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |
| ZL 80 | 2-3-1988 - Vol 88 P 3233 Reprise de la Somme de 200.000 F la C. de Chery (1988) P. P. M. C. P. (34) Six rue 195 501 F | Reporté | | | |

Demande de renseignements n° 2016H13736

| II - LOTISSEMENT (Département des lots en appartements) (suite) | | | | | | | A - MUTATIONS SEVITIDES ACTIVES (suite) | | B - CHANCES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite) | | | |
|---|--------|---------|-------|---|--------|------|---|---------------------------------------|--|-------------------------|---------------------------------------|-------------|
| Numero | Bâtime | Etalage | Etage | Nombre de chambres privatisés ou nature de lot | Mètres | Zone | Immuable visé ou lui | Date, nature et nature des formalités | Description | Immuable visé ou lui | Date, nature et nature des formalités | Description |
| 1 | | | | | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | | | | | |
| 11 | | | | | | | | | | | | |
| 12 | | | | | | | | | | | | |
| 13 | | | | | | | | | | | | |
| 14 | | | | | | | | | | | | |
| 15 | | | | | | | | | | | | |
| 16 | | | | | | | | | | | | |
| 17 | | | | | | | | | | | | |
| 18 | | | | | | | | | | | | |
| 19 | | | | | | | | | | | | |
| 20 | | | | | | | | | | | | |
| 21 | | | | | | | | | | | | |
| 22 | | | | | | | | | | | | |
| 23 | | | | | | | | | | | | |
| 24 | | | | | | | | | | | | |
| 25 | | | | | | | | | | | | |
| 26 | | | | | | | | | | | | |
| 27 | | | | | | | | | | | | |
| 28 | | | | | | | | | | | | |
| 29 | | | | | | | | | | | | |
| 30 | | | | | | | | | | | | |
| 31 | | | | | | | | | | | | |
| 32 | | | | | | | | | | | | |
| 33 | | | | | | | | | | | | |
| 34 | | | | | | | | | | | | |
| 35 | | | | | | | | | | | | |
| 36 | | | | | | | | | | | | |
| 37 | | | | | | | | | | | | |
| 38 | | | | | | | | | | | | |
| 39 | | | | | | | | | | | | |
| 40 | | | | | | | | | | | | |
| 41 | | | | | | | | | | | | |
| 42 | | | | | | | | | | | | |
| 43 | | | | | | | | | | | | |
| 44 | | | | | | | | | | | | |
| 45 | | | | | | | | | | | | |
| 46 | | | | | | | | | | | | |
| 47 | | | | | | | | | | | | |
| 48 | | | | | | | | | | | | |
| 49 | | | | | | | | | | | | |
| 50 | | | | | | | | | | | | |
| 51 | | | | | | | | | | | | |
| 52 | | | | | | | | | | | | |
| 53 | | | | | | | | | | | | |
| 54 | | | | | | | | | | | | |
| 55 | | | | | | | | | | | | |
| 56 | | | | | | | | | | | | |
| 57 | | | | | | | | | | | | |
| 58 | | | | | | | | | | | | |
| 59 | | | | | | | | | | | | |
| 60 | | | | | | | | | | | | |
| 61 | | | | | | | | | | | | |
| 62 | | | | | | | | | | | | |
| 63 | | | | | | | | | | | | |
| 64 | | | | | | | | | | | | |
| 65 | | | | | | | | | | | | |
| 66 | | | | | | | | | | | | |
| 67 | | | | | | | | | | | | |
| 68 | | | | | | | | | | | | |
| 69 | | | | | | | | | | | | |
| 70 | | | | | | | | | | | | |
| 71 | | | | | | | | | | | | |
| 72 | | | | | | | | | | | | |
| 73 | | | | | | | | | | | | |
| 74 | | | | | | | | | | | | |
| 75 | | | | | | | | | | | | |
| 76 | | | | | | | | | | | | |
| 77 | | | | | | | | | | | | |
| 78 | | | | | | | | | | | | |
| 79 | | | | | | | | | | | | |
| 80 | | | | | | | | | | | | |
| 81 | | | | | | | | | | | | |
| 82 | | | | | | | | | | | | |
| 83 | | | | | | | | | | | | |
| 84 | | | | | | | | | | | | |
| 85 | | | | | | | | | | | | |
| 86 | | | | | | | | | | | | |
| 87 | | | | | | | | | | | | |
| 88 | | | | | | | | | | | | |
| 89 | | | | | | | | | | | | |
| 90 | | | | | | | | | | | | |
| 91 | | | | | | | | | | | | |
| 92 | | | | | | | | | | | | |
| 93 | | | | | | | | | | | | |
| 94 | | | | | | | | | | | | |
| 95 | | | | | | | | | | | | |
| 96 | | | | | | | | | | | | |
| 97 | | | | | | | | | | | | |
| 98 | | | | | | | | | | | | |
| 99 | | | | | | | | | | | | |
| 100 | | | | | | | | | | | | |

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z
 0 1 2 3 4 5 6 7 8 9
 A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z
 0 1 2 3 4 5 6 7 8 9
 A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z
 0 1 2 3 4 5 6 7 8 9

VOL I - DÉSIGNATION DE L'IMMOBILE

LOT 8 sur Subdivision n° 2004 de B. B. B. B. B.

III - FORMAIRES CONCERNANT L'IMMOBILE DÉSIGNÉ ci-contre (on les remplit)

A - MUTATIONS SERVICES ACTIFS

B - CHANGES, PHYLAKSIS ET RETROUVERS

| N° | N° de plan | N° de plan | N° de plan | N° de plan | N° de plan | III - FORMAIRES CONCERNANT L'IMMOBILE DÉSIGNÉ ci-contre (on les remplit) | |
|--------|------------|------------|---|---|---|--|--------------------------------------|
| | | | | | | A - MUTATIONS SERVICES ACTIFS | B - CHANGES, PHYLAKSIS ET RETROUVERS |
| Numéro | Matr. n° | Étage | Superficie cadastrale ou autre de la parcelle | Superficie cadastrale ou autre de la parcelle | Superficie cadastrale ou autre de la parcelle | Immob. visible ou les | Immob. visible ou les |
| 401 | 401 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 402 | 402 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 403 | 403 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 404 | 404 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 405 | 405 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 406 | 406 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 407 | 407 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 408 | 408 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 409 | 409 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 410 | 410 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 411 | 411 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 412 | 412 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 413 | 413 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 414 | 414 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 415 | 415 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 416 | 416 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 417 | 417 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 418 | 418 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 419 | 419 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 420 | 420 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 421 | 421 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 422 | 422 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 423 | 423 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 424 | 424 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 425 | 425 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 426 | 426 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 427 | 427 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 428 | 428 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 429 | 429 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 430 | 430 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 431 | 431 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 432 | 432 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 433 | 433 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 434 | 434 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 435 | 435 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 436 | 436 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 437 | 437 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 438 | 438 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 439 | 439 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 440 | 440 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 441 | 441 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 442 | 442 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 443 | 443 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 444 | 444 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 445 | 445 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 446 | 446 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 447 | 447 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 448 | 448 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 449 | 449 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 450 | 450 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 451 | 451 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 452 | 452 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 453 | 453 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 454 | 454 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 455 | 455 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 456 | 456 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 457 | 457 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 458 | 458 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 459 | 459 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 460 | 460 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 461 | 461 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 462 | 462 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 463 | 463 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 464 | 464 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 465 | 465 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 466 | 466 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 467 | 467 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 468 | 468 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 469 | 469 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 470 | 470 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 471 | 471 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 472 | 472 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 473 | 473 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 474 | 474 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 475 | 475 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 476 | 476 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 477 | 477 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 478 | 478 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 479 | 479 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 480 | 480 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 481 | 481 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 482 | 482 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 483 | 483 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 484 | 484 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 485 | 485 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 486 | 486 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 487 | 487 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 488 | 488 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 489 | 489 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 490 | 490 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 491 | 491 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 492 | 492 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 493 | 493 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 494 | 494 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 495 | 495 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 496 | 496 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 497 | 497 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 498 | 498 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 499 | 499 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |
| 500 | 500 | 1 | 1000 | 1000 | 1000 | | |

| II - LOTISSEMENT (Designation des lots ou appartements) (suite) | | | | | | | A - MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES (suite) | | | B - CHARGES PRIVILEGES ET REPORTIQUES (suite) | | |
|---|-------|----------|-------|------------------------------------|--------|------------------------|--|-------------------------------------|--------------|---|-------------------------------------|--------------|
| N° | Forme | Escalier | Etage | Nombre de parties ou autres de lot | Mètres | Designation simplifiée | Formule | Date, nature et valeur des familles | Observations | Formule | Date, nature et valeur des familles | Observations |
| 103 B | " | " | " | 1 | 156 | FP 88 P 6221 | | | | | | |
| 104 A | " | " | " | 1 | 234 | FP 99 P 807 | | | | | | |
| 105 A | " | " | " | 1 | 194 | FP 88 P 1555 | | | | | | |
| 106 D | " | " | " | 1 | 83 | FP 88 P 5921 | | | | | | |
| 107 A | " | " | " | 1 | 188 | FP 88 P 8546 | | | | | | |
| 108 " | " | " | " | 1 | 81 | FP 92 P 5929 | | | | | | |
| 109 " | " | " | " | 1 | 132 | FP 88 P 6046 | | | | | | |
| 110 " | " | " | " | 1 | 93 | FP 88 P 5159 | | | | | | |
| 111 " | " | " | " | 1 | 170 | FP 88 P 5389 | | | | | | |
| 112 " | " | " | " | 1 | 81 | FP 88 P 5388 | | | | | | |
| 113 " | " | " | " | 1 | 353 | FP 88 P 5891 | | | | | | |
| 114 " | " | " | " | 1 | 87 | FP 88 P 5779 | | | | | | |
| 115 " | " | " | " | 1 | 101 | FP 88 P 5620 | | | | | | |
| 116 " | " | " | " | 1 | 103 | FP 88 P 5621 | | | | | | |
| 117 " | " | " | " | 1 | 81 | FP 88 P 5450 | | | | | | |
| 118 " | " | " | " | 1 | 102 | FP 88 P 5451 | | | | | | |
| 119 " | " | " | " | 1 | 103 | FP 88 P 5361 | | | | | | |
| 120 " | " | " | " | 1 | 132 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 121 " | " | " | " | 1 | 131 | FP 88 P 8529 | | | | | | |
| 122 " | " | " | " | 1 | 108 | FP 88 P 8100 | | | | | | |
| 123 " | " | " | " | 1 | 101 | FP 88 P 8080 | | | | | | |
| 124 " | " | " | " | 1 | 102 | FP 88 P 8450 | | | | | | |
| 125 " | " | " | " | 1 | 103 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 126 " | " | " | " | 1 | 101 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 127 " | " | " | " | 1 | 102 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 128 " | " | " | " | 1 | 103 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 129 " | " | " | " | 1 | 101 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 130 " | " | " | " | 1 | 102 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 131 " | " | " | " | 1 | 103 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 132 " | " | " | " | 1 | 101 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 133 " | " | " | " | 1 | 102 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 134 " | " | " | " | 1 | 103 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 135 " | " | " | " | 1 | 101 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 136 " | " | " | " | 1 | 102 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 137 " | " | " | " | 1 | 103 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 138 " | " | " | " | 1 | 101 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 139 " | " | " | " | 1 | 102 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 140 " | " | " | " | 1 | 103 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 141 " | " | " | " | 1 | 101 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 142 " | " | " | " | 1 | 102 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 143 " | " | " | " | 1 | 103 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 144 " | " | " | " | 1 | 101 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 145 " | " | " | " | 1 | 102 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 146 " | " | " | " | 1 | 103 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 147 " | " | " | " | 1 | 101 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 148 " | " | " | " | 1 | 102 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 149 " | " | " | " | 1 | 103 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 150 " | " | " | " | 1 | 101 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 151 " | " | " | " | 1 | 102 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 152 " | " | " | " | 1 | 103 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 153 " | " | " | " | 1 | 101 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 154 " | " | " | " | 1 | 102 | FP 88 P 8526 | | | | | | |
| 155 " | " | " | " | 1 | 103 | FP 88 P 8526 | | | | | | |

LOT B des sublots à usage de habitation
 de la commune de

II - LOTISSEMENT (Délimitation des lots ou superlotissements)

| N° | N° | N° | N° | N° | N° | Mètre | |
|-----|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | | | | | | Surface | Contenance |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 |
| Lot | Superficie | Contenance | Superficie | Contenance | Superficie | Contenance | Superficie |
| 156 | 9,56 | 35 | 35 | 35 | 35 | 35 | 35 |
| 157 | 9,56 | 35 | 35 | 35 | 35 | 35 | 35 |
| 158 | " | " | " | " | " | " | " |
| 159 | " | " | " | " | " | " | " |
| 160 | " | " | " | " | " | " | " |
| 161 | " | " | " | " | " | " | " |
| 162 | " | " | " | " | " | " | " |
| 163 | " | " | " | " | " | " | " |
| 164 | " | " | " | " | " | " | " |
| 165 | " | " | " | " | " | " | " |
| 166 | " | " | " | " | " | " | " |
| 167 | " | " | " | " | " | " | " |
| 168 | " | " | " | " | " | " | " |
| 169 | " | " | " | " | " | " | " |
| 170 | " | " | " | " | " | " | " |
| 171 | " | " | " | " | " | " | " |
| 172 | " | " | " | " | " | " | " |
| 173 | " | " | " | " | " | " | " |
| 174 | " | " | " | " | " | " | " |
| 175 | " | " | " | " | " | " | " |
| 176 | " | " | " | " | " | " | " |
| 177 | " | " | " | " | " | " | " |
| 178 | " | " | " | " | " | " | " |
| 179 | " | " | " | " | " | " | " |
| 180 | " | " | " | " | " | " | " |
| 181 | " | " | " | " | " | " | " |
| 182 | " | " | " | " | " | " | " |
| 183 | " | " | " | " | " | " | " |
| 184 | " | " | " | " | " | " | " |
| 185 | " | " | " | " | " | " | " |
| 186 | " | " | " | " | " | " | " |
| 187 | " | " | " | " | " | " | " |
| 188 | " | " | " | " | " | " | " |
| 189 | " | " | " | " | " | " | " |
| 190 | " | " | " | " | " | " | " |
| 191 | " | " | " | " | " | " | " |
| 192 | " | " | " | " | " | " | " |
| 193 | " | " | " | " | " | " | " |
| 194 | " | " | " | " | " | " | " |
| 195 | " | " | " | " | " | " | " |
| 196 | " | " | " | " | " | " | " |
| 197 | " | " | " | " | " | " | " |
| 198 | " | " | " | " | " | " | " |
| 199 | " | " | " | " | " | " | " |
| 200 | " | " | " | " | " | " | " |

| II - LOTISSEMENT (Déclaration des lots ou équipements) (suite) | | | | | A - MUTATIONS SERVICES ACTIFS (suite) | | B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite) | | |
|--|---------|---------|----------|--------------------------------------|---------------------------------------|-----------------|--|-----------------|--------------|
| Manifre | Bitinet | Racaler | Stage | Nombre de parcelles ou nature du lot | Millimes | Immatriculation | Observations | Immatriculation | Observations |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | | 8 | |
| A38 | B | S-S-SS | Rakibing | 1 | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A39 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 6194 | | | |
| A40 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A41 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A42 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A43 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A44 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A45 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A46 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A47 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A48 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A49 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A50 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A51 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A52 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A53 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A54 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A55 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A56 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A57 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A58 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A59 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A60 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A61 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A62 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A63 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A64 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A65 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A66 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A67 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A68 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A69 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A70 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A71 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A72 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A73 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A74 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A75 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A76 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A77 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A78 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A79 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |
| A80 | " | " | " | " | 16 | FP 88 P 5360 | | | |

ETTCO

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1966 AU 15/06/2016

| | | | |
|-----------------------|--|---|-----------------------------|
| N° d'ordre : 1 | Date de dépôt : 10/03/2005 | Référence d'enlèvement : 2005P2068 | Date de l'acte : 14/01/2005 |
| | Nature de l'acte : VENTE | | |
| | Rédacteur : NOT BOEFFARD / PONTOISE | | |

Disposition n° 1 de la formalité 2005P2068 :

| Disposant, Donateur | | | | | |
|-------------------------|---------------------------|---------|------------------------------------|--------|-----|
| Numéro | Désignation des personnes | | Date de naissance ou N° d'identité | | |
| 1 | DHJICO | | 05/06/1934 | | |
| Bénéficiaire, Donataire | | | | | |
| Numéro | Désignation des personnes | | Date de naissance ou N° d'identité | | |
| 2 | LAO | | 10/01/1975 | | |
| 3 | PONS | | 01/06/1970 | | |
| Immeubles | | | | | |
| Bénéficiaires | Droits | Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot |
| tous | PI | CERGY | DT 20 | 8 | |
| | | | | | 139 |
| | | | | | 196 |

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéose NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 116.500,00 EUR

| | | | |
|-----------------------|---|--|-----------------------------|
| N° d'ordre : 2 | Date de dépôt : 25/01/2008 | Référence d'enlèvement : 2008P689 | Date de l'acte : 27/12/2007 |
| | Nature de l'acte : VENTE | | |
| | Rédacteur : NOT MARIANGE PHILIPPE / PONTOISE | | |

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1966 AU 15/06/2016

Disposition n° 1 de la formalité 2008P689 :

| Disposant, Donateur | | | | | |
|-------------------------|---------------------------|---------|------------------------------------|--------|-----|
| Numéro | Désignation des personnes | | Date de naissance ou N° d'identité | | |
| 2 | LAO | | 10/01/1975 | | |
| 3 | PONS | | 01/06/1970 | | |
| Bénéficiaire, Donataire | | | | | |
| Numéro | Désignation des personnes | | Date de naissance ou N° d'identité | | |
| 1 | CISSÉ | | 27/04/1971 | | |
| 4 | TOURE | | 06/07/1973 | | |
| Immeubles | | | | | |
| Bénéficiaires | Droits | Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot |
| tous | PI | CERGY | DT 20 | 8 | |
| | | | | | 139 |
| | | | | | 196 |

DI : Droits indivis CO : Constructions DO : Donancier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 173.000,00 EUR

| | | | |
|--|----------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|
| N° d'ordre : 3 | Date de dépôt : 25/01/2008 | Référence d'enlèvement : 2008V336 | Date de l'acte : 27/12/2007 |
| Nature de l'acte : PRIVILEGE DU VENDEUR/PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS | | | |
| Rédacteur : NOT MARRINGE PHILIPPE / PONTOISE | | | |
| Domicile élu : PONTOISE EN LETUDE | | | |

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1966 AU 15/06/2016

Disposition n° 1 de la formalité 2008V336 :

| Créanciers | | | | | |
|------------|---------------------------|---------|------------------------------------|--------|------------|
| Numéro | Désignation des personnes | | Date de Naissance ou N° d'identité | | |
| | GE MONEY BANK | | | | |
| Débiteurs | | | | | |
| Numéro | Désignation des personnes | | Date de Naissance ou N° d'identité | | |
| 1 | CISSE | | 27/04/1971 | | |
| 2 | TOURE | | 06/07/1973 | | |
| Immeubles | | | | | |
| Débiteurs | Droits | Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot |
| | | CERGY | DT 20 | 8 | 139 196 |

Montant Principal : 27.000,00 EUR Accessoires : 5.400,00 EUR Taux d'intérêt : 0,00 %
 Date extrême d'exigibilité : 31/12/2024 Date extrême d'effet : 31/12/2025

| | | | |
|-----------------------|--|-----------------------------------|-----------------------------|
| N° d'ordre : 4 | Date de dépôt : 25/01/2008 | Référence d'enlèvement : 2008V337 | Date de l'acte : 27/12/2007 |
| | Nature de l'acte : PRIVILEGE DU VENDEUR/DE PRETEUR DE DENIERS/HYPOTHEQUE CONVEN | | |
| | Rédacteur : NOT MARRINGE PHILIPPE / PONTOISE | | |
| | Domicile élu : PONTOISE EN L'ETUDE | | |

Disposition n° 1 de la formalité 2008V337 : Privilège de prêteur de deniers

| Créanciers | | | |
|------------|---------------------------|--|------------------------------------|
| Numéro | Désignation des personnes | | Date de Naissance ou N° d'identité |
| | GE MONEY BANK | | |
| Débiteurs | | | |
| Numéro | Désignation des personnes | | Date de Naissance ou N° d'identité |
| 1 | CISSE | | 27/04/1971 |
| 2 | TOURE | | 06/07/1973 |

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1966 AU 15/06/2016

Disposition n° 1 de la formalité 2008V337 : Privilège de prêteur de deniers

| Immeubles | | | | | |
|-----------|--------|---------|------------------------|--------|------------|
| Débiteurs | Droits | Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot |
| | | CERGY | DT 20 | 8 | 139 196 |

Montant Principal : 146.000,00 EUR Accessoires : 29.200,00 EUR Taux d'intérêt : 5,20 %
 Date extrême d'exigibilité : 31/12/2037 Date extrême deffet : 31/12/2038

Complément : Taux révisable.

Disposition n° 2 de la formalité 2008V337 : Hypothèque conventionnelle

| Créanciers | | | | | |
|------------|---------------------------|---------|------------------------------------|--------|------------|
| Numéro | Désignation des personnes | | Date de Naissance ou N° d'identité | | |
| | GE MONEY BANK | | | | |
| Débiteurs | | | | | |
| Numéro | Désignation des personnes | | Date de Naissance ou N° d'identité | | |
| 1 | CISSE | | 27/04/1971 | | |
| 2 | TOURE | | 06/07/1973 | | |
| Immeubles | | | | | |
| Débiteurs | Droits | Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot |
| | | CERGY | DT 20 | 8 | 139 196 |

Montant Principal : 21.610,00 EUR Accessoires : 4.322,00 EUR Taux d'intérêt : 5,20 %
 Date extrême d'exigibilité : 31/12/2037 Date extrême deffet : 31/12/2038

Complément : Taux révisable.

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1966 AU 15/06/2016

| | | | |
|-----------------------|---|-------------------------------------|-----------------------------|
| N° d'ordre : 5 | Date de dépôt : 22/11/2013 | Référence d'enfassement : 2013V3184 | Date de l'acte : 12/11/2013 |
| | Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE | | |
| | Rédacteur : M GOUGUET / RUEIL MALMAISON | | |
| | Domicile élu : RUEIL MALMAISON en l'étude | | |

Disposition n° 1 de la formalité 2013V3184 :

| Créanciers | | | | | |
|--------------------------------|--|------------------------------------|------------------------|--------|------------|
| Número | Désignation des personnes | Date de Naissance ou N° d'identité | | | |
| | SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE "QUARTIER DE L'HORLOGE" SISE A CERGY SAINT CHRISTOPHE (VAL D'OISE) RUE DE L'ABONDANCE n° 39 | | | | |
| Propriétaire Immeuble / Contre | | | | | |
| Número | Désignation des personnes | Date de Naissance ou N° d'identité | | | |
| 1 | CISSE | 27/04/1971 | | | |
| 2 | TOURE | 06/07/1973 | | | |
| Immeubles | | | | | |
| Prop.Imm/Contre | Droits | Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot |
| | | CERGY | DT 20 | 8 | 139 196 |

Montant Principal : 9.812,12 EUR
Date extrême d'effet : 01/11/2023

Complément : En vertu de l'article 19 de la loi du 10 juillet 1965 et d'une sommation, valant mise en demeure, en date du 10 septembre 2013.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 12 pages y compris le certificat.



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
CERGY-PONTOISE 1
HOTEL DES IMPOTS
95093 CERGY PONTOISE CEDEX
Téléphone : 0130757326
Télécopie : 0130383382
Mél. : spf.cergy-pontoise1@dgffp.finances.gouv.fr

Maitre SILLARD ET ASSOCIES
73 BIS RUE DU MARECHAL FOCH
BP 80564
78005 VERSAILLES CEDEX

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fidji pour la délivrance des formalités suivi d'un sommaire des formalités publiées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.


MINISTRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

Date : 19/08/2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 2016HI3736

PERIODE DE CERTIFICATION : du 01/01/1966 au 18/08/2016

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

| Code | Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot | |
|------|---------|------------------------|--------|-----|-----|
| 127 | CERGY | DT 20 | 8 | | (A) |
| | | | | | (A) |
| | | | | | (A) |
| | | | | | (A) |

(A) Délivrance des formalités liées à l'assise de la copropriété

FORMALITES PUBLIEES

| | | | |
|-----------------------|---|--------------------------------------|-----------------------------|
| N° d'ordre : 1 | date de dépôt : 10/03/2005 | références d'enlissement : 2005P2068 | Date de l'acte : 14/01/2005 |
| | nature de l'acte : VENTE | | |
| N° d'ordre : 2 | date de dépôt : 25/01/2008 | références d'enlissement : 2008P689 | Date de l'acte : 27/12/2007 |
| | nature de l'acte : VENTE | | |
| N° d'ordre : 3 | date de dépôt : 25/01/2008 | références d'enlissement : 2008V336 | Date de l'acte : 27/12/2007 |
| | nature de l'acte : PRIVILEGE DU VENDEUR/PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS | | |
| N° d'ordre : 4 | date de dépôt : 25/01/2008 | références d'enlissement : 2008V337 | Date de l'acte : 27/12/2007 |
| | nature de l'acte : PRIVILEGE DU VENDEUR/DE PRETEUR DE DENIERS/HYPOTHEQUE CONVEN | | |

N° d'ordre : 5

date de dépôt : 22/11/2013

références d'enlissement : 2013V3184

Date de l'acte : 12/11/2013

nature de l'acte : **HYPOTHEQUE LEGALE**